

des minorités. A l'occasion du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe qui s'est tenu à Vienne les 8 et 9 octobre 1993, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a été chargé de l'élaboration des deux instruments juridiques suivants en vue de la protection des minorités nationales en Europe:

1. une convention-cadre précisant les principes que les Etats contractants s'engagent à respecter pour assurer la protection des minorités nationales. Cette convention, dont l'élaboration devrait être achevée en été 1994, sera également ouverte aux Etats non membres du Conseil de l'Europe.

2. Un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, qui complètera celle-ci par des dispositions garantissant les droits individuels dans le domaine culturel, notamment pour les personnes appartenant à des minorités nationales. L'élaboration de ce protocole devrait être achevée à fin 1994.

La commission s'est fait informer par les experts compétents de l'administration sur les possibilités d'une mise en oeuvre de la requête présentée par le pétitionnaire. Ils lui ont fait part des réflexions suivantes:

Ad 1er principe

Le premier principe susmentionné est déjà inscrit dans les quatre conventions de Genève de 1949 sur la protection des victimes de guerre ainsi que dans les protocoles additionnels y relatifs de 1977 concernant la protection des victimes des conflits armés internationaux et des conflits armés non internationaux.

Ad 2e principe

Toute mesure ou tout instrument juridique ou politique, autonome, bilatéral ou multilatéral dans le domaine des minorités nationales vise précisément la prévention ou le règlement pacifique de conflits.

Ad 3e principe

La dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine a déjà été reconnue dans le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies de 1948. Les droits de l'homme, qu'il soient civils, politiques, économiques, sociaux ou culturels découlent tous de la dignité inhérente à la personne humaine.

Considérations de la commission

La commission, tout en exprimant sa compréhension pour les motifs du pétitionnaire, partage cependant l'avis des experts de l'administration selon lequel la majorité des principes contenus dans la pétition sont déjà inscrits implicitement et explicitement dans les conventions et déclarations y afférentes en vigueur, ce dont il faudra également tenir compte dans l'élaboration, actuellement en cours, des instruments juridiques pour la protection des minorités nationales. Une insertion explicite des trois principes mentionnés dans la pétition n'apporterait, par conséquent, aucune amélioration matérielle. En fait, le véritable problème ne réside pas dans l'absence d'instruments juridiques, mais dans la mise en oeuvre de ceux-ci. Le problème de la mise en oeuvre se pose avant tout dans le domaine du droit international humanitaire, ce qui a conduit notre pays à convoquer, en août 1993, en tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève, une conférence internationale pour la protection des victimes de la guerre. Cette conférence visait avant tout la reconnaissance, le respect et l'application du droit international humanitaire représenté par les instruments précités. (Pour le suivi de la conférence, la Suisse a été mandatée de réunir un groupe d'experts intergouvernemental chargé de rechercher des moyens concrets de faire respecter pleinement le droit international humanitaire).

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose de prendre acte de la pétition sans y donner suite.

Angenommen – Adopté

94.027

Grenzüberschreitende Zusammenarbeit der Schweiz und Mitwirkung der Kantone an der Aussenpolitik

Coopération transfrontalière de la Suisse et participation des cantons à la politique étrangère

Bericht des Bundesrates vom 7. März 1994 (BBl II 620)

Rapport du Conseil fédéral du 7 mars 1994 (FF II 604)

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Caccia Fulvio (C, TI), rapporteur: La discussion en commission ayant été très courte et presque totalement convergente sur les propos du rapport, vous me permettrez de faire quelques remarques d'ordre général, surtout sur la partie du rapport qui est dédiée à la coopération transfrontalière.

Les régions de frontière ont longtemps été synonymes de zones périphériques, pénalisées dans leur développement par la coupure de la frontière et par l'éloignement des centres de pouvoir. Deux raisons peuvent expliquer le renouveau d'intérêt pour ce thème, que l'on observe actuellement: premièrement, parmi les régions d'Europe plus dynamiques, il y a bon nombre de régions de frontière, c'est-à-dire que la présence de la frontière n'est pas forcément pénalisante aujourd'hui, mais peut aussi dégager des impulsions positives de développement. Deuxièmement, pendant les vingt dernières années, il y a eu une véritable explosion de la coopération transfrontalière, et la création de quelques instruments-cadres au niveau européen, surtout sous l'impulsion du Conseil de l'Europe, instruments qui sont mentionnés dans le rapport du Conseil fédéral.

Je vais donc essayer d'indiquer quelques éléments généraux qui permettent de comprendre le passé, ainsi que les nouveaux défis, les défis du futur. La frontière est en même temps une ligne de séparation et un lieu de contact. Une frontière sépare deux systèmes, en particulier deux Etats nationaux, mais, en même temps, elle est le lieu de contact de sociétés et de cultures différentes. Cette tension entre les fonctions de contact et de séparation est fondamentale. Les effets de la frontière sur le développement régional vont être très différents suivant le poids relatif de ces deux fonctions.

En suivant l'approche du professeur Ratti, on peut décrire l'évolution du concept de frontière à l'aide des trois modèles suivants, qui correspondent aussi à des situations historiques déterminées: le premier modèle, la frontière peut être envisagée en tant que facteur de séparation, comme ligne de démarcation entre systèmes politico-institutionnels différents. Ses trois fonctions principales: délimitation du territoire national, contrôle des mouvements, fiscalité douanière, relèvent toutes de l'Etat central. Ce concept de frontière est essentiellement le fruit de préoccupations d'ordre national et de politique internationale. Il a pour corollaire des effets pénalisants et discriminatoires pour le développement des régions de frontière. En Europe occidentale, il correspond surtout à la phase historique qui va de la constitution des Etats nationaux à la deuxième guerre mondiale.

Deuxième modèle: l'approche interprète la frontière dans son rôle de filtre, de médiateur discriminant entre deux ou plusieurs systèmes politico-institutionnels et entre différents systèmes économiques. Le concept important est celui de rentes de position. L'économie des zones de frontière peut provoquer des situations de quasi-rentes, positives ou négatives, pour les deux côtés de la frontière, rentes dont l'effet d'ensemble – ceci est important – ne correspond pas nécessairement à une somme nulle. Cette approche peut expliquer pourquoi certaines zones de frontière sont devenues des pôles de déve-

loppement important – c'est le cas de Bâle – ou des lieux de localisation d'activités particulières grâce à des rentes différentielles, par exemple entre les niveaux de salaires dans le cas de frontaliers ou grâce à des effets de proximité et à des rentes de position, par exemple à cause de la stabilité politique de la Suisse.

Finalement, une troisième approche se réfère à la frontière ouverte où domine la fonction de contact et non celle de séparation entre deux ou plusieurs systèmes politico-institutionnels ou sous-systèmes socioéconomiques. Cette situation voit le jour, en termes économiques, déjà avec la phase de reconversion économique devenue nécessaire au lendemain de la crise de 1974. On constate de nouveaux processus de globalisation, de repolarisation et de spécialisation dans les modalités de développement industriel et des services. Cette phase devient évidente avec l'exigence économique et politique, liée à la création d'un véritable espace de libre marché européen. Dans ce contexte, le développement économique des zones de frontière ne sera plus déterminé par le différentiel politico-institutionnel et donc par les rentes différentielles et de position, positives ou négatives, dues à l'effet d'appartenance à telle ou telle nation, mais bien par les avantages comparés, réels de l'ensemble des deux zones de frontière. La frontière ouverte implique le passage du concept d'économie des zones de frontière à celui d'économie transfrontalière. Les synergies fonctionnelles doivent se réaliser au niveau de toute la région transfrontalière et non seulement d'une façon ponctuelle, par exemple dans le marché du travail. Cela demande une capacité de gestion active des ressources humaines, environnementales et territoriales de l'ensemble de la région, même si encore divisée par une frontière politico-institutionnelle.

La typologie présentée n'a pas seulement un intérêt d'ordre historique. Elle exprime la complexité actuelle des fonctions de la frontière et la diversité des situations. Dans la réalité, ces différentes typologies sont présentes en même temps, mêlées en proportions différentes suivant la situation locale. Ainsi, on a des régions en Europe occidentale où la fonction de contact de la frontière est en train d'émerger, tandis que jusqu'à 1989 le rideau de fer était l'exemple extrême d'une frontière barrière. Sur ces cas très différenciés, les événements au niveau européen vont avoir des conséquences importantes. La réalisation de l'Espace économique européen et de l'Union européenne va modifier la distribution du pouvoir entre les différents espaces institutionnels. Le pouvoir des Etats nationaux diminue, les lois-cadres étant dictées par le niveau supérieur. Les liens nationaux vont perdre leur suprématie; de nouveaux espaces pour le développement régional s'ouvrent. Il n'est plus suffisant pour une région de frontière de régir ses rapports au niveau national, avec des revendications ou des accords douaniers. Il faudra se placer dans un espace européen en mouvement, essayer de renforcer sa position avec une multiplicité de nouvelles alliances à des échelles géographiques différentes, au niveau européen, au niveau des Etats nationaux, dans un cadre de coopération interrégionale ou transfrontalière.

En même temps, les fonctions de séparation de la frontière, contrôles des mouvements des personnes, fiscalité douanière, vont s'affaiblir ou même disparaître. Cela signifie une diminution des rentes de position qui ont fait la fortune de certaines régions frontalières. Le développement va dépendre toujours plus de la capacité d'offrir un espace de soutien suffisant aux secteurs économiques et novateurs, espace basé sur des ressources locales surtout immatérielles. Il y a l'occasion d'exploiter les différences culturelles, institutionnelles, économiques, héritées de l'histoire, et développer les synergies possibles. Le modèle de la frontière comme espace de contact est donc plus qu'une approche théorique. Il s'agit d'une perspective de développement futur, qui ne peut se réaliser que grâce au comportement de tous les acteurs concernés.

J'en viens à quelques conditions spécifiques à la Suisse. La Suisse et ses régions transfrontalières vont rencontrer des difficultés certaines sur la voie de la collaboration. Le refus de l'Espace économique européen, indirectement les votes sur l'initiative des Alpes et sur les casques bleus, et, directement, le vote de l'Autriche favorable à l'adhésion à l'Union européenne constituent des éléments qui ne facilitent guère la coo-

pération malgré le fait que tous les pays limitrophes aient adhéré à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, la Convention de Madrid.

Il faut espérer que la ratification des nouveaux Accords du Gatt ainsi que celle du Protocole additionnel à la Convention de Madrid pourront améliorer quelque peu la situation. Par le biais de la coopération transfrontalière, il ne s'agit en aucun cas de mettre sur pied un mini-Espace économique européen. La nature et la portée de la coopération, ainsi que les institutions qui la gèrent, sont substantiellement différentes.

Votre commission a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt de l'intention du Conseil fédéral de soumettre dans le courant de l'année un message relatif à un arrêté fédéral pour la promotion de la coopération transfrontalière qui constituerait le pendant d'Interreg II au niveau suisse.

Votre commission a aussi apprécié la volonté du Conseil fédéral, soit de soutenir davantage les cantons frontaliers dans leurs efforts, soit de veiller à la sauvegarde des intérêts des cantons non frontaliers. Mais rappelons que c'est aux cantons frontaliers qu'il appartient d'utiliser toutes les marges de manœuvre pour développer la coopération transfrontalière.

A l'unanimité, la commission vous prie, d'une part, de prendre acte de ce rapport du Conseil fédéral et, d'autre part, de considérer comme classés la motion Mühlemann (91.3187), le postulat Spielmann (92.3489), le postulat Epiney (92.3501) et la motion du groupe radical-démocratique (93.3140).

Bäumlin Ursula (S, BE), Berichterstatterin: Berichte des Bundesrates, wie wir einen zu genehmigen haben, haben immer eine Geschichte. Sie werden immer durch Ereignisse und Entwicklungen herausgefordert oder durch Vorstösse verlangt, mit denen auch auf solche Ereignisse und Entwicklungen reagiert wird.

Die spezielle Geschichte des vorliegenden Berichtes über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit der Schweiz und der Mitwirkung der Kantone an der Aussenpolitik ist dafür sehr bezeichnend. Es ist meines Erachtens nicht ganz korrekt dargestellt, wenn in der einleitenden Übersicht steht: «Die Aussenbeziehungen der Kantone sind nach der EWR-Abstimmung vom 6. Dezember 1992 zu einem wichtigen politischen Thema geworden.»

Es gab bekanntlich schon vorher Bestrebungen, die Regionen zu thematisieren, gerade auch im Hinblick auf die EWR-Abstimmung, zum Beispiel in den Motionen und Postulaten, die jetzt abzuschreiben sind – falls sich niemand mehr dagegen wehrt und findet, der Bundesrat habe mit seinem vorliegenden Bericht nicht restlos alle Erwartungen erfüllt. Bei der Ausführlichkeit des Berichtes wird das jedoch schwerlich der Fall sein.

Nun haben Sie einen Antrag unseres Kommissionspräsidenten erhalten, Herrn Mühlemann, der doch auf diese Abschreibung zurückkommen wird. Ich werde mich noch einmal dazu äussern.

Über die genannten Vorstösse haben wir in beiden Räten schon diskutiert, und Wiederholungen machen meiner Meinung nach keinen Sinn. Ich möchte höchstens an ein paar Konstanten dieser Diskussionen erinnern:

1. Die Europaintegration spielte dabei immer eine grosse Rolle, in welcher Phase auch immer.

2. Im Vorfeld der EWR-Abstimmung meldeten sich einige Kantone mit Vehemenz und eigenen Ansprüchen und Vorschlägen. Der Bundesrat stieg eher zögerlich auf diese Europavariante ein, und auch aus einer weitergehenden Revision der Artikel 9 und 10 der Bundesverfassung ist vorerst nichts geworden. Das heisst: Die kantonale Aussenpolitik wird vorläufig weiterhin durch den Bundesrat mediatisiert.

Den Kantonen ging es diesbezüglich also nicht besser als dem Parlament und den Aussenpolitischen Kommissionen. Alle werden wir, wie es heisst, «informiert und konsultiert», um so an der Erarbeitung von Entscheiden beteiligt zu werden; das ist eine ziemlich interpretationsbedürftige Vorgabe. Immerhin hat der Bundesrat seit einem Jahr seine Bereitschaft erklärt, eine rechtliche Regelung der Mitwirkung der Kantone an der Aussenpolitik des Bundes auf Gesetzesstufe zu prüfen.

3. Allen Beschönigungen zum Trotz hat jedoch das EWR-Nein in den Kantonen den aussen- und integrationspolitischen Elan stark gedämpft. Die Ausnahme, die diese Tatsache bestätigt, sind die Kantone in den verschiedenen Grenzregionen mit ihrer alten Tradition der nachbarschaftlichen, überstaatlichen Zusammenarbeit. Diese Regionen wollen offensichtlich ihr Potential ausbauen und suchen dafür weitere Instrumente und Unterstützung.

Diese Aktivitäten haben auch Misstrauensreaktionen ausgelöst, nämlich solche der EWR-Gegner einerseits und der sogenannten Binnenkantone andererseits. Letztere befürchten ein Ungleichgewicht der Bundeszuwendungen unter dem Titel der Förderung der Grenzregionen, was der Bundesrat jedoch mehrmals und bis in den vorliegenden Bericht hinein bestritten hat.

4. Bundespräsident Stich hat anlässlich der Behandlung der Finanzgeschäfte in der Sesssion vor Vorstössen, die Berichte verlangen, gewarnt, weil solche kostenintensiv sind, vor allem, wenn sie Expertenkommissionen und Gutachten auslösen. Der Aussenpolitischen Kommission lag ein solches Gutachten in Form eines Aufsatzes von Professor Daniel Thürer, Zürich, vor mit dem Titel «Föderalismus und Regionalismus in der schweizerischen Aussenpolitik. Zum Verhältnis von Bundeskompetenzen und kantonalen Kompetenzen unter veränderten Umständen». Professor Thürer befasst sich in diesem Referat mit den verschiedenen Spannungsfeldern in diesem Bereich und bettet sie in einen gesamteuropäischen Wandel der Nationalstaatsouveränität seit dem Zweiten Weltkrieg ein. Seine Schlussfolgerungen sind offensichtlich in den Bericht des Bundesrates eingeflossen, ohne dass das unser Budget gross belastet haben dürfte.

Nun zum eigentlichen Bericht: Was Kosten auslösen wird, liegt in diesem Fall schlicht anderswo als auf der theoretischen Ebene. Professor Thürer z. B. empfahl 1991/92 nur, dass die Schweiz die Bemühungen des Europarates zu einer vermehrten Dezentralisation der Aussenkompetenzen in den Mitgliedstaaten und vor allem in den Nachbarstaaten tatkräftig fördern solle. Was effektiv kostet, ist aber die Teilnahme an den Interreg-Programmen der EU, die mit einem beträchtlichen Budget ausgerüstet werden. Von 1990 bis 1993 bestand dieses Budget in 915 Millionen Ecu. Das Budget 1994 bis 1999 umfasst etwa 3 Milliarden Ecu.

Während die EU nur Vorhaben auf Unionsgebiet mitfinanziert, beteiligen sich gewisse Kantone finanziell an der Durchführung von Projekten im angrenzenden Ausland, namentlich an Infrastrukturprojekten, Raumplanungs- und Umweltkonzepten, an der Zusammenarbeit im Tourismusbereich und an Vorhaben zur Stärkung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit. Es ist durchaus verständlich, dass die Grenzregionen für diese Beteiligung vom Bund Unterstützung verlangen.

Der Bundesrat zeigt im Bericht an, dass er – was bereits mein Vorredner ausgeführt hat – eine Botschaft zu einem Bundesbeschluss über die Förderung von kantonalen und regionalen Aktivitäten im Rahmen von Interreg II vorlegen wird. Wenn wir den Bericht genehmigen, genehmigen wir diese wichtige, ganz konkrete aussen- und aussenwirtschaftspolitische Komponente mit.

Zu den Verhandlungen in der Kommission möchte ich noch folgende Ausführungen machen: Der Bericht des Bundesrates wurde in der Kommission sehr gut aufgenommen und differenziert, offen und auch mit Herzblut diskutiert, was die sogenannte kleine Aussenpolitik sowie ihr Verhältnis zur grossen nationalen anbetrifft.

Ich möchte ein kleines Zitat anführen: «Es entsteht da von unten her ein föderalistisches Europa. Wir sind daran, die Grenzregionen zu einer Art Grenzen-Opec zusammenzuschliessen.» Es ist deshalb weder nötig noch klug, zugunsten dieses Prozesses die Bundesverfassung zu ändern. Es wäre auch nicht klug, ihn durch rückwärtsgewandte Auslegung behindern zu wollen.

Die Diversität der Strukturen der verschiedenen Grenzregionen ist sehr gross und eigentlich ein Zeichen für die Lebendigkeit des ganzen Vorganges. Auch die verschiedenen Kantone selber haben einen Denkprozess durchgemacht. Die besonders von den welschen Vertretern verlangte zweite und noch

dynamischere Phase der Zusammenarbeit über die Grenzen hinweg wurde von niemandem bestritten.

Die Aussenpolitische Kommission Ihres Rates beschloss einstimmig, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen und die auf der ersten Seite aufgelisteten Vorstösse abzuschreiben.

Ich habe schon gesagt, dass nun ein Antrag Mühlemann vorliegt. Dieser verknüpft die Abschreibung mit dem von mir zitierten und vom Bundesrat versprochenen Beschlussentwurf. Wir haben darüber in der Kommission keinen Beschluss gefasst. Ich werde nach der Begründung von Herrn Mühlemann und nach gewalteter Diskussion noch dazu Stellung nehmen.

Eggy Jacques-Simon (L, GE): Les libéraux saluent le rapport fort intéressant sur la coopération transfrontalière. Vous le savez, les libéraux ici présents sont pour la plupart – je dirais même tous – issus de cantons frontaliers.

Après le vote sur l'Espace économique européen, il y a eu évidemment une grande inquiétude et beaucoup d'incertitudes. La tentation a existé, elle s'est fait jour pour les cantons romands notamment d'imaginer leur propre politique étrangère. En fait, ça n'était pas réaliste à cause des limites imposées par la constitution et parce que le cadre national est indispensable, mais aussi à cause des institutions dans les autres pays: aller faire de la politique régionale au-delà d'une certaine limite avec la France, c'est absolument impossible. Toutefois, dans les limites du possible doivent assurément se développer des relations directes régionales transfrontalières, des relations organisées, structurées, soutenues par les Etats, des relations soutenues directement aussi par l'entité européenne communautaire.

C'est le moment de dire ici que l'intégration européenne entre les pays n'empêche ni les perspectives de la grande Europe, au-delà de la Communauté, ni celles des complémentarités régionales. Entre le mouvement paneuropéen et la vie des régions et les complémentarités entre régions chères à Denis de Rougemont, il n'y a pas de contradiction avec la coopération issue des Etats, telle que l'Union européenne essaie de la forger.

Pour la Suisse, la coopération transfrontalière avait commencé avant l'Espace économique européen. Cette coopération continue malgré l'échec. Il faut tout faire pour la développer. En commission, nous avons entendu quelques réticences venues des cantons de l'intérieur qui craindraient en somme des statuts différents, une Suisse à deux vitesses: la Suisse des cantons frontaliers, ouverte, et la Suisse des cantons de l'intérieur.

Cette crainte est naturellement tout à fait infondée. Encore une fois, les limites imposées ne permettent pas de remplacer l'accord rejeté. La question est de savoir si les cantons frontaliers seraient au fond soutenus ou entravés dans leurs efforts: la réponse est non. Il faut le reconnaître, Monsieur le Conseiller fédéral, vous nous l'avez dit en commission, jamais la Confédération jusqu'ici n'a fait obstacle à ce qui était entrepris par les cantons frontaliers à l'adresse des régions frontalières étrangères. C'est le signe d'un esprit fédéraliste que nous saluons. C'est aussi aller à la rencontre du souhait des cantons frontaliers.

Permettez-moi, Monsieur le Conseiller fédéral, de citer un passage du rapport d'avril dernier, adressé par le Conseil d'Etat du canton de Genève au Grand Conseil de Genève: «Seize pays européens, dont la Suisse et la France, ont signé et ratifié la convention-cadre dite 'de Madrid'. Mais il y a une mutation. Il faut laisser le temps aux Etats d'imaginer cette mutation. Les esprits doivent évoluer. C'est dans ce contexte que le canton de Genève a accueilli en juin 1993 la Conférence sur la régionalisation de la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. A l'initiative du gouvernement genevois, plus de 250 spécialistes venant de l'ensemble du vieux continent ont imaginé pendant trois jours l'Europe des régions de demain. Incontestablement, les cantons et les communes entendent prendre toujours davantage de responsabilités sur le plan régional. Le Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France demande à la Confédération d'accorder davantage de compétences aux cantons sur le plan transfrontalier.» Un peu plus loin, le Conseil d'Etat gene-

vois parle des accords transfrontaliers et se réjouit de l'interprétation qui est faite par la Confédération des articles 9 et 10 de la Constitution fédérale.

Le Groupe de concertation attend une aide pour le développement des régions régionales, des relations régionales et de voisinage, notamment dans le cadre du programme Interreg. Celui-ci émane donc de l'Union européenne. C'est dire l'importance d'imbriquer dans ce programme régional de l'Union européenne, avec l'aide de la Confédération, les cantons frontaliers concernés. Tout cela s'inscrit en partie dans le cadre d'initiatives prises à l'enseigne du Conseil de l'Europe. Tout cela s'articule dans une vision et une politique globales. C'est dire l'importance qu'il y a à ce que, désormais, les cantons, et particulièrement les cantons frontaliers, soient étroitement associés à la réflexion et à l'élaboration de la politique européenne de la Confédération. C'est d'ailleurs le meilleur support afin que cette politique puisse enfin et peu à peu trouver l'adhésion et le consensus intérieur dont elle a besoin.

Le groupe libéral ne saurait donc, Monsieur le Conseiller fédéral, trop engager le gouvernement à associer à ses réflexions et à la conception de sa politique les cantons dans la mesure maximale possible. Quand toutes les complémentarités, y compris celles précisément qui existent avec les cantons frontaliers, apparaîtront au grand jour, seront comprises et ressenties par l'opinion, le peuple suisse comprendra que l'Europe, ce n'est pas la réduction de la Suisse, mais au contraire son affirmation.

Duvoisin Pierre (S, VD): On a souvent et trop longtemps considéré la politique transfrontalière, conduite par des cantons pionniers, comme une occasion supplémentaire, pour les édiles locaux, de pratiquer un tourisme de proximité, sympathique certes, mais peu opportun et peu rentable. Or, au fur et à mesure que notre pays s'enfonce dans l'isolationnisme, il s'entoure inéluctablement d'une nouvelle frontière, celle de l'Union européenne. Les efforts consentis jusqu'ici par les acteurs de la coopération transfrontalière apparaissent dès lors comme un des moyens de coopération de proximité, comme une étape vers une intégration plus large, comme la démonstration du danger de l'illusion qui consiste à croire et à vouloir s'enfermer dans un cocon étanche.

Nouvelle frontière, certes. Un exemple, bucolique peut-être, mais tout à fait concret: depuis de nombreuses décennies, les paysans du Plateau suisse ont l'habitude de conduire, l'été venu, leurs troupeaux de vaches et de génisses paître l'herbe fleurie des crêtes du Jura. Plusieurs sont locataires, ou même propriétaires, de pâturages sis sur territoire français. Grâce à un accord bilatéral franco-suisse, le passage du bétail s'effectue, s'effectuait devrais-je dire, sans problèmes, par les routes qui sillonnent notre Jura. Hélas, l'Union européenne veut se protéger d'épizooties importées de l'étranger, de Suisse en l'occurrence. On est toujours l'étranger de quelqu'un! Le contrôle vétérinaire subséquent doit donc être renforcé et se ferait aux postes d'entrée dans l'Union européenne: Genève, Bâle et Chiasso exclusivement. Voilà la preuve que se tissent à notre porte une nouvelle frontière, de nouveaux obstacles, même pour les bovins. L'intervention ferme des régions transfrontalières, alliée aux efforts intelligents du Conseil fédéral, a permis de lever temporairement, pour 1994, cet obstacle, et d'autoriser nos vaches et génisses et leurs propriétaires à transhumer sans autres problèmes. C'est une anecdote, mais elle est significative.

Pouvoir librement pratiquer une politique de développement de proximité concertée: voilà ce que demandent les gouvernements des cantons frontaliers. En quoi consiste cette politique? Elle touche certes tous les domaines, mais plus particulièrement les questions des transports routier et ferroviaire, voire urbain; l'approvisionnement en eau et la protection des cours d'eau et des lacs; le traitement des eaux usées; la gestion des déchets; l'aménagement du territoire pour un développement harmonieux des régions et sous-régions transfrontalières; le renforcement des activités économiques par la création de zones d'activités transfrontalières; la recherche de complémentarité technologique; la sous-traitance; la formation professionnelle de travailleurs suisses ou frontaliers; une

promotion touristique également concertée proposant des régions sans frontière; des échanges humains et culturels à travers la littérature, le cinéma, les arts plastiques, la musique, l'archéologie, et j'en passe.

Les préoccupations sociales ne sont pas absentes, notamment la question du chômage des travailleurs frontaliers, mais aussi la récupération des pensions alimentaires, par exemple. L'organisation de secours en cas de catastrophes, la lutte contre la rage, et tant d'autres domaines préoccupent nos autorités des régions transfrontalières.

Le rapport du Conseil fédéral, dès lors, est le bienvenu. Il est le signe que le gouvernement suisse prend désormais au sérieux les initiatives de coopération transfrontalière, mieux, qu'il les encourage et qu'il les considère comme un des éléments de sa politique extérieure. Les régions transfrontalières saluent l'intention du Conseil fédéral de concrétiser cette reconnaissance par une participation financière à des projets d'intérêt majeur.

Nous attendons donc, Monsieur le Conseiller fédéral, des précisions quant aux intentions du Conseil fédéral sur ce qui s'est passé depuis mars 1994, date du rapport, jusqu'à aujourd'hui, sur, précisément, ce soutien non seulement en paroles, mais en actes, des activités transfrontalières et des investissements transfrontaliers qui seront consentis par les cantons. J'attends avec intérêt, Monsieur le Conseiller fédéral, vos explications à ce sujet, même si l'on sait que les finances fédérales ne nous autorisent pas un grand optimisme pour l'instant.

Il conviendra d'examiner les possibilités de conférer à ces régions pionnières certaines compétences propres et de concrétiser cela par une reconnaissance de droit. C'est une démarche à terme difficile, j'en conviens, mais qu'il faut également se fixer comme objectif.

J'invite donc notre Conseil, tout en remerciant le Conseil fédéral pour son rapport, à soutenir les conclusions de ce rapport, afin que les artisans des régions transfrontalières, qui se considèrent volontiers comme les piétons de l'Europe, se sachent soutenus et encouragés dans leur politique, politique qui consiste à faire entrer l'Europe en Suisse, à petits pas, puisqu'on leur refuse désormais de le faire à grandes enjambées.

Nabholz Lili (R, ZH): Namens der freisinnig-demokratischen Fraktion danke ich dem Bundesrat für diesen Bericht. Wir begrüßen es, dass darin zum Ausdruck gebracht wird, dass die Kantone im Rahmen der verfassungsmässigen Möglichkeiten im aussenpolitischen Bereich stärker miteinbezogen werden sollen und dass der Bund eng mit ihnen kooperieren möchte. Dies ist notwendig, denn den Kantonen kommt eine wichtige Brückenfunktion zur Bevölkerung zu. Bei aussenpolitischen Themen, die es – wie die Erfahrung zeigt – besonders schwer haben, kommuniziert und dem Bürger nahegebracht zu werden, ist dies von besonderer Bedeutung. Die Kantone können bei solchen Fragen die Funktion eines Transmissionsriemens übernehmen und haben damit eine wichtige Umsetzungsfunktion nach innen wie nach aussen. Ihr stärkerer Einbezug belegt zudem das Faktum, dass Aussenpolitik auch Innenpolitik ist. Die rechtzeitige Information und Koordination ist dabei besonders bedeutsam.

Mit Befriedigung nehmen wir daher zur Kenntnis, dass dies sichergestellt ist, indem die Kantone einen Integrationsbeauftragten ins Integrationsbüro delegiert haben und damit sozusagen vor Ort vertreten sind. Damit ist der direkte Informationsfluss vom Bund zu den Kantonen gewährleistet, und auch die Kantone können ihrerseits direkt ihre Anliegen einbringen.

Ein zweiter Schwerpunkt des Berichts ist für uns von zentraler Bedeutung. Man kann es drehen und wenden, wie man will: Nach der Ablehnung des EWR-Beitritts, nach dem Beitritt Österreichs zur EU, nachdem die Zahl der Beitrittskandidaten gestiegen und damit die Bedeutung der Efta gesunken ist, stehen wir nachgerade ziemlich isoliert da. Der bilaterale Weg erweist sich ebenfalls als wesentlich schwieriger, als viele angenommen haben. Die Bedeutung und der Stellenwert der grenzüberschreitenden regionalen Zusammenarbeit sind dadurch gewachsen, politisch wie wirtschaftlich. Es sind von unten gewachsene Integrationsschritte mit zum Teil langer Tradi-

tion. Die bereits realisierten wie die sich in Realisierung befindenden Projekte lösen im allgemeinen auch ein positives Echo aus. Die Erfahrungen, die in der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit, auf der Suche nach pragmatischen Lösungen mit den Nachbarn, gemacht werden, helfen, europapolitische Themen intern besser zu verankern und die gegenüber der Europäischen Union nach wie vor bestehenden Ängste oder gar Feindbilder abzubauen.

Wirtschaftlich leisten diese Formen der Zusammenarbeit wichtige Beiträge zur Entwicklung und zur Belebung der Grenz- und Randregionen. Sie bilden aber auch einen Ausgleich zwischen dem Berggebiet und dem Mittelland und sind nicht zuletzt ein Stimulus für innovative Projekte, sei das in den Bereichen des Gewerbes, des Tourismus, der Kultur oder des Verkehrs. Solche Projekte sind Gegenstand auch von Interreg II, der bedeutendsten Gemeinschaftsinitiative für die Jahre 1994 bis 1999 auf diesem Gebiet.

Der Bundesrat stellt in Aussicht, dass er noch dieses Jahr die Botschaft zu einem Bundesbeschluss zu Interreg II vorlegen will. Wir sind sehr froh, wenn das Vorhaben realisiert wird. Bekanntlich ist der Termin für die Projekteingaben der 30. Oktober dieses Jahres. Wir möchten den Bundesrat ermuntern, dass möglichst bald ein Entscheid in dieser Sache gefällt wird, denn es besteht hier Handlungsbedarf – ja es eilt, wollen wir auch hier den Anschluss nicht verpassen.

Bezzola Duri (R, GR): Wenn man über regionale grenzüberschreitende Zusammenarbeit spricht, denkt man vor allem an die Regionen Bodensee, Basel und Genf und weniger an die Region, welche ich hier verrete, an die Region Südbünden mit den Tälern Engadin, Münstertal, Bergell und Puschlav.

Warum müssen auch dünnbesiedelte Regionen mit wenig Industrie in grenzüberschreitende Projekte einbezogen werden? Da ist zunächst einmal die geographische Lage unserer Täler – offen gegen Süden und Osten einerseits, und die Alpenbarriere zur übrigen Schweiz andererseits –, aber vor allem sind es gemeinsame Probleme, die diese Grenzregionen prägen. Sie sind dünn besiedelt, haben nur wenig Industrie und sind stark vom Tourismus abhängig; es gibt vorwiegend Klein- und Mittelunternehmungen. Die neue Ausrichtung der Regionalpolitik heisst deshalb auch intensivere grenzüberschreitende Zusammenarbeit. Einflüsse wie Strukturwandel in der Landwirtschaft, Rationalisierungs- und Privatisierungsmassnahmen im öffentlichen Verkehr, Abbau von Bundesarbeitsplätzen infolge «Armee 95», umweltpolitische Auflagen, Auswirkungen des Gatt-Abkommens usw. zwingen die künftige Regionalpolitik zu Anpassungen.

Interreg I war ein grosser Erfolg beschieden. Die EU lancierte daher das Nachfolgeprogramm Interreg II. Die den EU-Mitgliedern zur Verfügung stehenden Mittel wurden verdreifacht, wir haben das gehört – auf über 5 Milliarden Franken für die Jahre 1994–1999.

Entscheidend ist jetzt, dass sich auch unsere Grenzregionen an diesen Programmen beteiligen können, natürlich nicht ohne Kostenfolgen. Vor allem in bezug auf Italien sind die im Zusammenhang mit Interreg II entwickelten Projekte und Aktivitäten umfangreich und vielversprechend. Konkrete Projekte liegen auf dem Tisch – in den Bereichen Bildung, Gewerbe, Verkehr, Tourismus und Kultur.

Selbstverständlich wurde auch in unserem Fall nicht auf Entscheide von aussen gewartet. Wir haben vor Ort die Initiative ergriffen, von Anfang an ist auf eigene Verantwortung und Kosten aktiv an diesen Projekten gearbeitet worden. Übrigens: Die Mitwirkung und die Kompetenz der Kantone für eine grenzüberschreitende Zusammenarbeit ist wesentlich umfassender, als allgemein angenommen wird. Ohne Unterstützung durch den Bund ist eine Teilnahme an den Interreg-II-Projekten aber kaum möglich.

Ein Entwurf zu einem Bundesbeschluss für eine grenzüberschreitende Zusammenarbeit ist seit Monaten auf dem Tisch des Bundesrates. Es ist für uns, sicher aber auch für die übrigen Grenzregionen ausserordentlich wichtig, dass dieser Beschluss so rasch wie möglich in Kraft gesetzt wird.

Die vorgesehenen Beiträge des Bundes, man spricht von 24 Millionen Franken für die nächsten fünf Jahre, sind Investi-

tionen in Projekte für die Zukunft. Vergleicht man diese 24 Millionen Franken mit den vorgesehenen 550 Millionen Franken für die internationale Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Forschung und Bildung, so ist das ein kleiner Betrag.

In unserer Region sind entscheidende Vorarbeiten geleistet worden; ohne die materielle, aber auch ideelle Unterstützung durch den Bund geschieht jedoch auch in diesem Fall wenig. Die Zeit drängt, deshalb abschliessend meine Frage an Sie, Herr Bundesrat Cotti: Wann, glauben Sie, entscheidet der Bundesrat über diesen für die Zukunft wichtigen Beschluss, und was wird der Bundesrat aus Ihrer Sicht dazu sagen?

Camponovo Geo (R, TI): Anch'io esprimo un giudizio positivo sul rapporto del Consiglio federale. Se è possibile una annotazione critica da parte di un Ticinese, mi sembra che la politica transfrontaliera ticinese sia insufficientemente illustrata nel rapporto.

Non dico niente di nuovo, specialmente all'attenzione del Consigliere federale ticinese, se affermo che tutti sanno quanto sia difficile la trattativa con le autorità italiane, regionali o centrali. Ed è per questo che credo sia importantissimo un lavoro parallelo negli sforzi cantonali e federali, e un appoggio determinante dell'autorità federale. A volte mi sembra che l'autorità cantonale abbia riscontrato qualche difficoltà da parte degli ambasciatori, vale a dire dei funzionari federali nelle trattative con gli italiani. A volte chi va a trattare probabilmente trova qualche difficoltà a capire le abitudini italiane. Dal momento che il Cantone Ticino ha creato un gruppo interdipartimentale per le trattative con le zone italiane, chiedo al Consigliere federale Cotti, se non ritiene opportuna la creazione e l'organizzazione di un gruppo interdipartimentale anche a livello federale, che possa trattare con le autorità italiane che – speriamo – siano adesso meglio assestate che non nel passato, con più organicità e con più sistematicità. Credo che a quel momento si possa arrivare meglio alla soluzione, all'impostazione di molti problemi estremamente delicati che toccano in particolar modo la zona ticinese a contatto con l'Italia.

Grendelmeier Verena (U, ZH): Es scheint mir kein Zufall zu sein, dass sich heute ganz besonders Vertreter aus den Grenzkantonen zu diesem Thema melden, denn sie betrifft es besonders. Sie vor allem standen nach dem 6. Dezember 1992 unter Schock; mindestens diejenigen, die für den EWR-Beitritt waren. Sie hatten berechtigte Angst, sich nun ihres Hinterlandes beraubt zu sehen, und besannen sich auf eine guteidgenössische Tradition: Sie übernahmen selber die Initiative. Das scheint mir eine Möglichkeit zu sein, die Fronten in diesem Lande aufzuweichen: über den Pragmatismus – indem man etwas tut, und zwar indem diejenigen etwas tun, die es direkt etwas angeht.

Ich weiss, es besteht bei den Binnenkantonen ein gewisses Misstrauen, wenn sie sehen, welche Aktivitäten die Grenzkantone – sehr zu ihrem eigenen Wohle – entwickeln. Ich glaube aber, dass dieses Misstrauen unberechtigt ist. Wer den Bericht gelesen hat, den ich als ausserordentlich gut und umfassend empfinde, kommt auch zur Einsicht, dass der Bundesrat weiterhin besorgt sein wird, dass das Herz der Schweiz, die Zentralschweiz und die Binnenkantone, nicht zu kurz kommt und nicht unter die Räder geraten wird. Hingegen werden sie vielleicht durch die Aktivitäten der äusseren Kantone angestachelt, selber zu schauen, wo sie – sei es im kulturellen, im wirtschaftlichen oder in welchem Bereich auch immer – von sich aus, aus dem Zentrum der Schweiz heraus, Aktivitäten dieser Art entwickeln, diese «kleine Aussenpolitik» betreiben können. So gesehen haben die Kantone tatsächlich jene Brückenfunktion, die besserer Föderalismus ist und die auch auf ein Europa der Regionen ausstrahlen kann, auf ein Europa, das unserem Föderalismus folgt, mindestens seiner Idee nach. Ich möchte nicht so weit gehen, noch einmal zu sagen, Europa solle sich ein Beispiel an uns nehmen. Das wäre etwas vermessen.

Die Bedenken der Binnenkantone sind also unberechtigt. Die Aktivitäten der Grenzkantone hingegen sind nicht neu. Ich erinnere mich: Die Regio Basiliensis wurde bereits vor über 25 Jahren aktiv; es ist im Grunde genommen nur ein pragmati-

sches Weiterschreiten auf einem Weg, auf dem sich die Grenzkantone schon immer befunden haben. Hier haben wir eine Möglichkeit, der Welt zu zeigen, dass die Schweiz so rückständig nicht ist und so abkapselnd sich nicht benimmt, sondern dass sie durchaus bereit ist – wenn auch von der einzelnen Region aus –, der Welt zu beweisen, dass sie sie nötig hat und dass sie von dieser Zusammenarbeit lebt.

Die LdU/EVP-Fraktion nimmt in Vorwegnahme einer Möglichkeit, die wir noch nicht im Geschäftsreglement haben, in «zustimmender Weise» Kenntnis von diesem Bericht.

Borradori Marco (D, TI): La partecipazione dei Cantoni alla politica estera si può dividere in tre fasi.

Sino al 1989 i Cantoni hanno ricoperto un ruolo secondario, sprofondati come erano in una sorta di coma profondo. A partire dal 1989 vi è stato un loro graduale risveglio, nella consapevolezza che lo Spazio economico europeo li avrebbe comunque toccati. L'Organo di contatto Confederazione/cantoni, fino a quel momento figura sbiadita, viene rispolverato e tolto dal cassetto. La terza tappa, quella del risveglio definitivo, che parte nel 1992, è contrassegnata da una vivacissima collaborazione intercantionale. Nel contempo, anche la cooperazione tra la Confederazione e i Cantoni ha assunto una nuova dimensione, salutare per il federalismo. In precedenza, federalismo significava per i Cantoni principalmente tutela dei loro diritti e difesa dalle ingerenze della Confederazione. Quest'ultima si arrogava dal canto suo la competenza esclusiva in politica estera ed era diffidente nei confronti dei passi autonomi dei Cantoni.

Il denominatore comune nel frattempo trovato ha liberato il federalismo da questa visione riduttiva, quasi una camicia di forza, e gli ha conferito una vitalità tutta nuova.

E veniamo alla cooperazione transfrontaliera. Da diverso tempo ormai, i Cantoni sono ben desti ed intenti a buttare ogni sorta di ponti oltre frontiera.

Con il presente rapporto la Berna federale, che fino a poco tempo fa li stava a guardare dalla finestra con un pizzico di apprensione, ha deciso di scendere personalmente in campo e di abbandonare il suo atteggiamento difensivo nei loro confronti. Pur ricordando che l'attivismo internazionale dei Cantoni ha dei precisi limiti costituzionali e che la Confederazione deve conservare un primato chiaro e netto in politica estera, il Governo riconferma quella cosiddetta «cortesia federalista» che nella pratica concede ai Cantoni una certa libertà nel concludere accordi transfrontalieri e che passa attraverso un'interpretazione «liberale» dell'articolo 9 della costituzione.

In tutta Europa si accrescono infatti le occasioni di contatti transfrontalieri, anche al di là dei campi citati nella costituzione, e Berna non intende mettere i bastoni fra le ruote a questo genere di contatti. Si tratta qui di un segnale importante, che rafforza l'identità delle regioni e che avvicina la politica estera alla quotidianità dei cittadini. Esistono infatti diversi tipi di politica estera, e una di queste è quella praticata dalle zone di frontiera. Di fatto, sul terreno, nella realtà quotidiana i rapporti tra Cantoni di frontiera e entità che si situano al di là della stessa sono già assai sviluppati. Il Canton Ticino, ad esempio, è da tempo aperto verso l'Italia e in particolare verso la Lombardia, zona in cui si trova immerso, geograficamente e culturalmente. Del resto, la forza innovatrice di alcune recenti proposte cantonali, quali la creazione di un'università o il progetto per la realizzazione della prossima esposizione nazionale, trae origine proprio dal ruolo di cerniera tra due Paesi che ricopre il Canton Ticino. Da una collaborazione transfrontaliera abbiamo dunque parecchio da guadagnare.

Quali sono i passi concreti intrapresi? Due esempi. Da qualche tempo il Comune di Chiasso ha intensificato i suoi contatti con la città di Como, distante pochissimi chilometri. Questi scambi hanno l'obiettivo di trovare delle soluzioni convergenti ai problemi comuni che assillano i due centri, segnatamente il traffico frontaliero, la protezione dell'aria e i trasporti.

Dal canto suo la città di Lugano, nell'ottica di promuovere ed approfondire un suo progetto di università, ha avviato e poi intensificato le relazioni con gli atenei milanesi, attuando di fatto un'interessante politica transfrontaliera i cui risultati si stanno dimostrando assai soddisfacenti.

Questi due esempi sono significativi perché rivalutano il ruolo delle città e dimostrano nel contempo che una cooperazione con le zone di oltre confine non deve necessariamente partire dai Governi cantonali.

Non tutto però fila via liscio. Il principale problema risiede nello scarso margine di manovra e nelle limitate competenze di cui dispongono i Governi regionali italiani. Trattare con l'Italia diviene un'operazione difficile proprio perché i rapporti tra il Canton Ticino e la Lombardia devono spesso passare da Roma. La struttura fortemente centralizzata dello Stato italiano pone pertanto un freno alla cooperazione transfrontaliera. Forse, proprio nell'ambito di questi complessi rapporti la Confederazione potrebbe fornire un grosso aiuto al Canton Ticino. E qui mi associo alla richiesta del collega Camponovo, che sollecita dalla Confederazione, appunto, un aiuto in questa direzione.

Un altro interrogativo, e forse un altro appello a Lei, Signor Consigliere federale, riguarda l'Alptransit, perno potenziale e fulcro di una dinamica politica transfrontaliera.

Il Canton Ticino si chiede sempre cosa si intenda fare per la tratta a sud di Lugano. L'Alptransit ha un senso compiuto solo se contempla un coinvolgimento delle aree e delle realtà transfrontaliere, quindi solo se si allaccia alla rete veloce italiana. Per questo non potrà restare un progetto monco, amputato a Lugano. Non dimentichiamo che il popolo ha accolto il progetto Alptransit anche perché in esso ha individuato, ha scorto un segnale per continuare quel ruolo di piattaforma di scambi che la Svizzera e il Canton Ticino hanno sempre giocato. Non deludiamolo.

Per noi, Europa non vuol dire Bruxelles, ma piuttosto Milano e Lombardia. Del resto, siamo convinti che non ci sarà mai un'Europa sintanto che questa resterà un affare intimo dei Governi centrali.

L'Unione europea è oggi ancora fortemente abbarbicata alla sua tradizione centralistica e giacobina. I suoi tentativi di accordare maggiori poteri alle collettività locali si ritrovano molto di più nelle parole che non nei fatti. A dispetto dei tanti bei discorsi sulla necessità di associare le collettività locali nel processo d'integrazione, l'Unione europea non si è ancora staccata mentalmente dalla sua logica dello Stato-Nazione e dà l'impressione di continuare a ignorare, di fatto, l'esistenza delle regioni transfrontaliere, ritenute dei semplici soggetti privi di personalità giuridica e quindi non suscettibili di essere prese sul serio. Il che è davvero un peccato.

A nome del nostro gruppo, comunico e confermo di salutare con spirito estremamente positivo il rapporto.

Moser René (A, AG): Die Freiheits-Partei nimmt den Bericht des Bundesrates skeptisch zur Kenntnis. Skeptisch deshalb, weil wir erstens den Handlungsspielraum unserer Grenzkantone in der Zusammenarbeit mit dem anliegenden Ausland unter der geltenden Verfassungsgrundlage als ausreichend betrachten. Weitergehende Forderungen der Grenzkantone sind gar nicht nötig.

Zweitens, weil wir eine Ausdehnung der Konsultation der Kantone im Bereich der Aussenpolitik für nicht wünschbar halten. Ich möchte bei dieser Gelegenheit daran erinnern, dass sehr viele Ratsmitglieder in diesem Saale den letzten aussenpolitischen Bericht wegen der bundesrätlichen Zielsetzung, nämlich dem Beitritt der Schweiz zur EU, in eher ablehnendem Sinn zur Kenntnis genommen haben.

Passen Sie also auf, Herr Bundesrat, dass Sie die fortschreitende Entwicklung in den Grenzregionen im Griff behalten! Wir möchten nicht eines Tages zur Kenntnis nehmen müssen, dass regionale EU-Hintertür-Abkommen im Wildwuchs entstanden sind. Und wir hegen natürlich auch unsere Bedenken, besonders, wenn man einzelne Redner, die sich hier ausgesprochen haben, gehört hat.

Jedenfalls werden wir auch deshalb hellhörig, weil Frau Grendelmeier so voller Lob für diesen Bericht ist. Da muss man immer annehmen, es seien noch faule Äpfel im Keller.

Eines steht für uns schon heute fest: Wir werden eine allfällige Verfassungsänderung im Rahmen der Totalrevision bezüglich erweiterter Befugnisse der Kantone mit allen uns zur Verfügung stehenden Mitteln bekämpfen.

Wir bitten den Bundesrat abschliessend, darauf zu achten und darüber zu wachen, dass wir nicht unnötige Rechtsungleichheiten zwischen den Binnenkantonen und den Grenzkantonen schaffen. Das gilt auch für die finanzielle Seite dieser bereits manifestierten Ansprüche verschiedener Kantone.

Columberg Dumeni (C, GR): Die CVP-Fraktion begrüsst, im Gegensatz zur Fraktion meines Vorredners, eine Verstärkung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit und eine intensivere Mitwirkung der Kantone an der Aussenpolitik.

Die grenzüberschreitende Zusammenarbeit ist ein gangbarer, ein praktikabler, ein realistischer und ein erfolgversprechender Weg nach Europa. Im Augenblick ist es vielleicht der Ausweg – und dieser Ausweg muss ausgebaut und verstärkt werden.

In den letzten Jahren hat die grenzüberschreitende Zusammenarbeit erheblich an Bedeutung gewonnen; das ist gut so. Diese Zusammenarbeit ergibt sich teilweise aus wirtschaftlichen, aber auch aus kulturellen Sachzwängen. Eine sinnvolle und nachhaltige wirtschaftliche Entwicklung erfordert eine regionale Zusammenarbeit; eine Zusammenarbeit, die über die Landesgrenze hinausreicht. Wir haben dies – verschiedene Vorrednerinnen und Vorredner haben es gesagt – in den Räumen Basel, Genf, Bodensee, Tessin, aber auch in Südbünden und im Unterengadin schön erlebt. Die Erfolge in diesen Regionen sind beachtlich.

Nach dem EWR-Nein hat diese Art der Zusammenarbeit erheblich an Bedeutung gewonnen. Auf dieser Ebene liegt ein erfolgversprechender Ansatz zur Förderung des Verständnisses für eine intensivere Zusammenarbeit in Europa. Darum begrüsst und unterstützt die CVP-Fraktion die Haltung des Bundesrates, die Artikel 9 und 10 der Bundesverfassung möglichst grosszügig auszulegen und den Kantonen einen weiten Spielraum einzuräumen. Die Kantone müssen rechtzeitig und angemessen in die aussenpolitischen Entscheide einbezogen werden. Wir erwarten vom Bundesrat eine tatkräftige Unterstützung der kantonalen Aktivitäten und Initiativen, dies sowohl in politischer und diplomatischer als auch in finanzieller Hinsicht.

Aus dieser Optik bittet die CVP-Fraktion, von diesem Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen.

Rychen Albrecht (V, BE): Der vorliegende Bericht ist aus der Sicht der SVP-Fraktion notwendig gewesen, und er hat aus unserer Sicht die Problematik gut dargestellt. Uns scheint aber, dass man davor warnen muss, die Möglichkeiten der selbständigen, grenzüberschreitenden Tätigkeit der Kantone zu überschätzen. Auch in dieser Diskussion besteht ein Hang dazu, sehr viele Erwartungen in diese grenzüberschreitende Zusammenarbeit zu setzen – ich fürchte persönlich: zu hohe Erwartungen.

Wir begrüssen es, dass der Handlungsspielraum der Kantone voll ausgenutzt werden kann und dass der Bund hier behilflich ist. Wir machen aber darauf aufmerksam, dass sich die Zusammenarbeit auf ganz bestimmte Gebiete beschränkt, insbesondere auf regionale Verkehrsfragen, Infrastruktur (Versorgung, Entsorgung), Kultur und Bildung, um einige dieser Gebiete zu nennen.

Die SVP-Fraktion weist aber darauf hin, dass die entscheidenden Weichenstellungen in bezug auf den Einbezug der Schweiz in den europäischen Binnenmarkt, in bezug auf Liberalisierungsverträge, die mit anderen Staaten geschlossen werden – wie zum Beispiel das GATT, aber auch Verträge mit der Europäischen Union –, nur auf nationaler, auf eidgenössischer Ebene ausgehandelt werden können. Das heisst mit anderen Worten: Zentrale Fragen der Aussenpolitik und der Aussenwirtschaftspolitik bleiben – ob wir das wollen oder nicht – nationale Entscheide. Also sind diese Fragen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit höchstens Nischenpolitiken, die wir aber begrüssen.

In diesem Zusammenhang möchten wir darauf hinweisen, dass es der SVP ein grosses Anliegen ist, den Bund aufzufordern, die Kantonsregierungen und die Kantone vermehrt in die Entscheidungsprozesse der Aussenpolitik einzubeziehen! Das scheint uns fast wichtiger zu sein, als zu beschreiben, wie

viele Möglichkeiten die Kantone selber haben. Ganz entscheidend ist, dass die Kantone in diesen Entscheidungsprozess einbezogen werden.

Cotti Flavio, Bundesrat: Ich stelle fest, dass sich auch in diesem Rat – mit Ausnahme von Herrn Moser, wenn ich richtig verstanden habe, dem selbstverständlich sofort ein kalter Schauer den Rücken hinunterläuft, sobald man nur ein klein bisschen grenzüberschreitend denkt – alle Vertreter der verschiedenen politischen Gruppierungen hinter den Bericht des Bundesrates über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit und die Beteiligung der Kantone an der Aussenpolitik stellen. Ich möchte mich sehr dafür bedanken; die Voten entsprachen dem Tenor in den Aussenpolitischen Kommissionen.

Darf ich Sie daran erinnern: Der Bundesrat hat bei der Präsentation des Berichtes vom 29. November 1993 über die Aussenpolitik der Schweiz in den neunziger Jahren (93.098) im Dezember letzten Jahres mitgeteilt, dass zwei Berichte gleichsam parallel folgen würden. Einer wurde schon besprochen, der Nord-Süd-Bericht (94.003); der zweite Bericht (94.027) steht heute hier im Nationalrat auf der Tagesordnung.

Ich möchte für die verschiedenen anerkennenden Worte danken, ebenso danke ich der Arbeitsgruppe unter dem Präsidium von Herrn Botschafter Kraft, welche diesen Bericht im Rahmen einer interdepartementalen Zusammenarbeit produziert hat.

Welches sind die Hauptelemente dieses Berichtes? Erstens einmal, das soll ganz deutlich und unmissverständlich gesagt werden – Herr Rychen hat das eindeutig unterstrichen –, ist die Tatsache wichtig, dass aussenpolitisch die Hauptkompetenz weiterhin beim Bund liegen muss. Das muss schon aus dem Grunde so sein, weil die Schweiz in der Aussenpolitik nur mit einer Stimme sprechen sollte. Wenn die Kantone zusätzlich 26 Stimmen hinzufügten, würde das Konzert noch komplizierter. Das bedeutet nicht, dass den Kantonen nicht wesentliche Nebenkompetenzen zustehen, welche übrigens, so meint der Bundesrat, schon heute weitgehend in der Verfassung verankert sind. Der Bundesrat betont, dass er bei der Handhabung dieser Nebenkompetenzen der Kantone seine traditionell sehr liberale Haltung fortsetzen wird.

On. Camponovo, nel quadro della procedura di consultazione che il Consiglio federale ha fatto presso tutti i Cantoni della Svizzera in vista della presentazione del rapporto è emerso – e ciò è forse poco conosciuto – che mai, nemmeno in un caso, in cui i Cantoni hanno assunto l'iniziativa per collaborazioni di carattere transfrontaliero, la Confederazione ha opposto degli ostacoli di qualsiasi sorta. Dunque, l'iniziativa per la collaborazione transfrontaliera deve essere dei Cantoni interessati. Ma la Confederazione non ha mai creato ostacolo ed anzi ha sempre dato piena collaborazione. Naturalmente, quando l'on. Borradori chiede che la Confederazione abbia da intervenire affinché uno Stato vicino abbia a delegare maggiori competenze alle sue regioni di frontiera, ebbene, questo risulta estremamente difficile.

D'altra parte sappiamo che molto sovente le difficoltà che nascono ai Cantoni nei contatti transfrontalieri discendono proprio dal fatto che taluni Stati alle nostre frontiere – penso alla Francia, ma anche all'Italia – lasciano o riservano poche competenze alle loro regioni, a differenza per esempio della Germania federale, con la quale sovente i contatti sono più facili. Cercheremo di aiutare, on. Camponovo, ma i temi sono sovente di carattere istituzionale all'interno degli altri Paesi, e qui abbiamo sempre trovato le principali difficoltà.

Ich kann jetzt zu einzelnen Elementen dieses Berichtes kommen, wobei ich die allgemeine Einteilung des Berichtes in Erinnerung rufen möchte. Sie haben in dieser Debatte praktisch nur die grenzüberschreitende Zusammenarbeit in den Grenzregionen betont. Das ist der erste Teil des Berichtes. Ich erinnere daran, dass ein zweiter Teil die Mitwirkung der Kantone an der allgemeinen Aussenpolitik des Landes berührt. Dieses Thema ist vielleicht nicht immer genügend unterstrichen worden. Immerhin möchte ich kurz daran erinnern, dass in den wenigen Monaten seit der Kenntnisnahme des Berichtes durch die Kantone im Monat März im Rahmen des Kontaktgre-

miums Bund/Kantone – auch dort konnte ich Einstimmigkeit der Kantone in bezug auf die Begrüssung des Berichtes feststellen – schon sehr wesentliche Fortschritte auf dem Wege zu dieser Zusammenarbeit gemacht worden sind.

Darf ich Sie kurz an einige dieser Fortschritte erinnern?

Premièrement, je rappelle que, au niveau de la Direction du droit international public, on est en train de réaliser un organisme d'information et de coordination qui devrait permettre aux cantons d'avoir finalement un point de relèxe important au niveau fédéral dans le cadre de toute la coopération transfrontalière, ce qui me paraît très important. J'espère que cet organisme se révélera, au cours des prochains mois déjà, un élément substantiel du renforcement de la collaboration que M. Borradori, notamment, prônait tout à l'heure.

Deuxièmement, je rappelle que, dans le cadre du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP, on est en train de terminer l'établissement d'un cahier des charges pour un poste de délégué des cantons auprès du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP, pour ce qui a trait à la future politique d'intégration de la Confédération.

Voilà des points de rattachement qui me paraissent très importants pour créer davantage de contacts institutionnels entre la Confédération et les cantons, contacts qui sont absolument indispensables. Je souhaite qu'au-delà de ces éléments de contact spécifiques, par définition, le Groupe de contact Confédération/cantons, qui a été ranimé il y a quelques années, assume de plus en plus une fonction essentielle. Je me plais à constater que, depuis que je participe aux travaux de ce groupe, une entente et une collaboration excellentes s'y sont établies. Je dois relever encore la décision des cantons de créer une conférence des gouvernements cantonaux, qui prépare les travaux du groupe de contact.

J'en viens maintenant au problème tout aussi important de la participation des cantons à l'établissement de la politique étrangère de la Confédération. Dans ce cadre, je tiens à relever tous les éléments qui se sont réalisés en quelques mois. Depuis le mois de mars, date de la présentation du rapport aux cantons, il y a eu la création d'un groupe de travail paritaire, qui a défini la participation des cantons. Il est présidé paritairement par un représentant des cantons et par M. le chef de la Direction du droit international public auprès du Département fédéral des affaires étrangères, et a la lourde tâche de préparer, au niveau institutionnel, d'éventuelles modifications au régime actuel.

Je ne vous cacherai pas que j'ai dit, dès le début, au Groupe de contact Confédération/cantons que, de l'avis du Conseil fédéral, la constitution actuelle représente une base absolument suffisante, surtout interprétée de manière libérale comme depuis toujours par le Conseil fédéral, pour donner davantage d'impulsion à la présence des cantons en matière de politique étrangère. Mais j'ai dit aussi que le Conseil fédéral est tout à fait prêt à examiner, le cas échéant, des propositions différentes de la part du groupe de travail paritaire. Nous savons que celui-ci a chargé l'Institut du fédéralisme de l'Université de Fribourg d'étudier les aspects institutionnels. Nous attendons donc le travail de cet institut, très important en matière de fédéralisme. Nous souhaitons simplement, si possible, ne pas alourdir notre constitution et notre législation, à moins que cela ne soit absolument indispensable.

J'en arrive maintenant à un élément très concret qui a été soulevé ici par MM. Eggly et Duvoisin, par M^{me} Nabholz ainsi que par M. Bezzola. On pourrait définir cet élément concret absolument terre à terre, mais combien important: Interreg, qui est d'ailleurs indiqué comme un engagement du Conseil fédéral dans le rapport lui-même. Le Département fédéral de l'économie publique, chargé de présenter le message à ce sujet, semble avoir conclu ses travaux. Bien sûr que la situation financière de la Confédération n'est pas faite pour créer des enthousiasmes face à de nouveaux engagements financiers de la Confédération, mais j'espère vivement qu'une fois ce message présenté au Conseil fédéral, et malgré la modification de l'atmosphère financière, on veuille faire face positivement à un élément qui me paraît très important pour les cantons frontaliers afin qu'ils arrivent effectivement à réaliser leur ambition de collaboration.

Enfin, je voudrais signaler que nous n'en sommes qu'au début. La volonté du Conseil fédéral d'associer vraiment davantage les cantons dans un dialogue constructif et productif ne découle pas seulement de la volonté d'interpréter positivement notre vision fédéraliste et M. Eggly l'a fort bien dit ici. Lorsque nous disons qu'il faut ancrer davantage la politique extérieure dans la politique intérieure et lorsque nous nous débattons parfois dans l'impuissance face à cette belle déclaration de volonté qui devrait aussi prendre racine, nous savons que les cantons sont aussi indispensables dans ce travail. Ce n'est donc pas seulement notre conviction fédéraliste qui nous pousse à incorporer davantage les cantons dans la politique étrangère, c'est aussi une vision tout à fait «opportuniste» du Conseil fédéral qui voudrait ancrer davantage sa politique étrangère dans le pays tout entier et, dans ce cadre, les cantons se révèlent naturellement fondamentaux et indispensables.

Nous savons que nous trouvons parfois dans les cantons une oreille bien plus attentive que celle que nous trouvons souvent ailleurs dans le pays.

Antrag der Kommission
Kenntnisnahme vom Bericht
Proposition de la commission
Prendre acte du rapport

Angenommen – Adopté

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates
Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Antrag Mühlemann
Die parlamentarischen Vorstösse im Zusammenhang mit der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit sind erst abzuschriften, wenn der Bundesrat die angekündigte Botschaft zu einem Bundesbeschluss über die Förderung von kantonalen und regionalen grenzüberschreitenden Aktivitäten im Rahmen des Programms Interreg II der Europäischen Union unterbreitet hat.

Proposition du Conseil fédéral
Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales

Proposition Mühlemann
Il y a lieu de classer les interventions parlementaires liées à la coopération transfrontalière seulement lorsque le Conseil fédéral aura présenté le message annoncé, concernant un arrêté fédéral sur l'encouragement des activités transfrontalières cantonales et régionales, déployées dans le cadre du programme Interreg II de l'Union européenne.

Mühlemann Ernst (R, TG): Ich spreche als Motionär, der am 18. Juni 1991 einen Vorstoss zur Förderung der grenzüberschreitenden Aktivitäten, nämlich die Motion 91.3187, Unterstützung der Europapolitik in den Grenzregionen, eingereicht hat. Es ging mir dabei nie um eine Aussenpolitik der Grenzkanzone, sondern um eine Lösung von grenzüberschreitenden Problemen.

Ich darf in diesem Zusammenhang mit Freude vom Bericht des Bundesrates, der meine Erwartungen erfüllt, Kenntnis nehmen. Wenn ich Sie trotzdem bitte, die sechs Vorstösse – drei Motionen und drei Postulate – jetzt noch nicht abzuschreiben, dann hängt das damit zusammen, dass der Bundesrat nur einen Teil der Aufgabe gelöst hat. Er hat uns versprochen, eine Botschaft für einen Bundesbeschluss vorzulegen, der konkret Projekte in den Grenzräumen fördert. Damit im Zusammenhang steht auch eine finanzielle Unterstützung von im Augenblick 24 Millionen Franken, auf sechs Jahre verteilt.

Ich verstehe nicht, warum der Bundesrat so Mühe hat, diesen zweiten Teil der «Hausaufgabe» zu lösen. Aus diesem Grund bitte ich Sie, die Vorstösse stehenzulassen, bis auch diese Aufgabe gelöst ist. Es geht nicht um Aussenpolitik. Es geht ganz

konkret um Projekte im Zusammenhang mit dem Interreg-II-Fonds der Europäischen Union.

Der Interreg-I-Fonds hat den Grenzregionen Projekte gebracht, die von unseren Nachbarstaaten bezahlt worden sind. Im Bodenseeraum denke ich an grenzüberschreitende Gasleitungen, an Notwasseranlagen, die beide Länder betrafen, und an Studienobjekte, die nicht nur Deutschland, sondern auch die Schweiz angingen. Es ist dies eine für mich völlig altruistische Haltung des Nachbarstaates Deutschland ohne jede finanzielle Beteiligung der schweizerischen Grenzkantone. Es stehen jetzt 5 Milliarden Schweizerfranken an, die auf etwa 80 Grenzregionen zu verteilen sind. Bis Ende Oktober 1994 müssen diese Projekte eingegeben werden. Sie werden von unseren Nachbarstaaten – auch für unser Land – in Brüssel vertreten. Es werden etwa im Lande Baden-Württemberg 20 bis 30 Millionen Franken für die beiden Grenzregionen Basel und Bodensee bereitgestellt.

Es wäre deshalb wichtig, dass von unserer Seite eine Investition gemacht würde. Wenn der Bund für jede Region für die nächsten sechs Jahre 4 Millionen Franken gibt, ist das für die Kantone ein Anreiz, auch etwas zu tun.

Sie können sich vorstellen: wenn hier ein positives Echo aus Bern kommt, werden vor allem auch die Projekte berücksichtigt werden, die grenzüberschreitend sind. Sonst werden Projekte ausgewählt, die nur die deutsche Seite betreffen.

In dem Sinne ist das Ganze eine sinnvolle Investition, Herr Bundesrat, die zeitgerecht erfolgen muss. Deshalb bitte ich Sie, als Zeichen der Ermutigung für den Bundesrat die sechs Vorstösse stehenzulassen – gleichsam als Mahnung: Wer zu spät kommt, der könnte sich selber bestrafen!

Bäumlin Ursula (S, BE), Berichterstatterin: Ich habe schon gesagt, dass wir den Antrag Mühlemann in der Kommission nicht diskutiert haben. Wir haben dort beschlossen, freihändig alle diese Vorstösse abzuschreiben.

Nun kommt Herr Mühlemann und verknüpft seinen Antrag auf Aufrechterhaltung mit dem vom Bundesrat versprochenen Bundesbeschluss. Was ich nicht mehr wusste, hat mir mein Korreferent mitgeteilt, nämlich dass auf Seite 44 in der deutschen Fassung steht, dass der Bundesrat diesen Bundesbeschluss noch für dieses Jahr in Aussicht gestellt hat.

Herr Bundesrat, wegen dieses Versprechens, das Sie in diesen Bericht geschrieben haben, wäre ich persönlich geneigt, dem Antrag Mühlemann zuzustimmen; denn ich sehe nicht ein, warum man diese Vorstösse jetzt abschreiben soll, bevor Ihr Versprechen erfüllt ist. Aber ich kann, wie gesagt, nur in meinem eigenen Namen sprechen und nicht im Namen der Kommission.

Ich möchte mich ganz kurz zu dieser Debatte äussern. In der Kommission war die Debatte sehr kurz. Sie wurde jetzt eigentlich in vertiefter Form hier nachgeholt, und ich finde das eine gute Art, Aussenpolitik zu machen.

Ich möchte Ihnen in diesem Sinn empfehlen, diese Debatte jetzt noch mit der Zustimmung zum Antrag Mühlemann abzurufen.

Caccia Fulvio (C, TI), rapporteur: Comme vient de le dire M^{me} Bäumlin, la proposition Mühlemann n'a pas été présentée en commission, peut-être parce que, justement, il présidait la commission lorsqu'on a traité cette question. Il n'y a donc pas de décision de la commission concernant la proposition Mühlemann.

Je constate, à titre personnel, que la promesse faite par le Conseil fédéral (page 47 du rapport) de présenter, «dans le courant de l'année», un message relatif à un arrêté fédéral concernant la promotion de la coopération transfrontalière des cantons et des régions dans le cadre de l'initiative communautaire Interreg II, pourrait éventuellement toucher trois des six interventions personnelles. Elle peut difficilement concerner les postulats Spielmann, Epiney et Onken qui traitent de toute autre matière et qui n'ont vraisemblablement rien à voir avec le programme Interreg II. Je ne sais plus quel est le contenu des trois autres interventions personnelles et ne peux donc affirmer que ce programme Interreg II les touche effectivement. Je reste donc dans le doute.

Cotti Flavio, conseiller fédéral: Comme je le disais, le Conseil fédéral, aux pages 39 et 47 de son rapport, assume cet engagement. Je signalais que, s'agissant ici clairement d'investissements qui ont trait à la politique régionale, c'est le Département fédéral de l'économie publique qui est en train d'élaborer ce rapport. Je ne vais pas manquer de signaler l'attitude d'attente légitime que le Conseil national manifeste. J'espère vivement que, malgré la difficulté financière actuelle, le délai de la fin de l'année puisse être retenu.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Mühlemann	92 Stimmen
Für den Antrag des Bundesrates	23 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

91.413

Parlamentarische Initiative (APK-NR, Minderheit Bircher Silvio) Neuer Artikel 8bis der Bundesverfassung. Beziehungen zum Ausland Initiative parlementaire (CPE-CN, minorité Bircher Silvio) Nouvel article 8bis de la Constitution fédérale. Relations avec l'étranger

Fortsetzung – Suite

Siehe Jahrgang 1991, Seite 1900 – Voir année 1991, page 1900
Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Mühlemann Ernst (R, TG) unterbreitet im Namen der Aussenpolitischen Kommission (APK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Die parlamentarische Initiative 91.413 steht in einem engen Zusammenhang mit den gleichlautenden parlamentarischen Initiativen Sager, Caccia und Petitpierre betreffend die Schweiz und Europa (90.245, 90.246, 90.247). Sie wurde zusammen mit diesen am 3. Oktober 1991 vom Plenum an die Kommission mit dem Auftrag zurückgewiesen, diese nach Abschluss der EWR-Verhandlungen nochmals zu prüfen und dem Rat Antrag zu stellen.

Am 15. Oktober 1992 beschloss die Kommission dem Plenum zu beantragen, die parlamentarischen Initiativen 90.245 und 90.247 abzuschreiben bzw. ihnen keine Folge zu geben, was am 27. April 1993 geschah (die Initiative 90.246 wurde zurückgezogen). Gleichzeitig beschloss sie aber auch, den Vorstoss 91.413 noch pendent zu halten.

Die Kommission befasste sich an ihrer Sitzung vom 5. Juli 1994 noch einmal mit der parlamentarischen Initiative 91.413.

Mühlemann Ernst (R, TG) présente au nom de la Commission de politique extérieure (CPE) le rapport écrit suivant:

L'initiative parlementaire 91.413 est en relation étroite avec les initiatives parlementaires identiques Sager, Caccia et Petitpierre concernant la Suisse et la construction de l'Europe (90.245, 90.246, 90.247). Le 3 octobre 1991, le plénum a renvoyé cette initiative ainsi que les trois autres à la commission en l'invitant à réexaminer lesdites initiatives au terme des négociations sur l'Espace économique européen (EEE) et à faire de nouvelles propositions au Conseil.

Grenzüberschreitende Zusammenarbeit der Schweiz und Mitwirkung der Kantone an der Aussenpolitik

Coopération transfrontalière de la Suisse et participation des cantons à la politique étrangère

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	94.027
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	26.09.1994 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1464-1472
Page	
Pagina	
Ref. No	20 024 448

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.